

POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE AU-DELA DU CAPITALOCÈNE

Michel Aglietta- Étienne Espagne

Odile Jacob – 2024

PRÉAMBULE

« Pour une écologie politique – Au delà du capitalocène » publié en Février 2024 est le dernier ouvrage de Michel Aglietta (en collaboration avec Étienne Espagne). Aglietta, connu comme un des fondateurs de la « théorie de la régulation » (avec Robert Boyer) est décédé le 24 Avril 2025. Son nom a été salué par toute la presse économique : « *Un économiste visionnaire* » (Libération), « *Un phare qui s'éteint* » (France Culture), « *Un jardinier visionnaire en économie* » (Le monde), « *des percées conceptuelles majeures* » (Alternatives économiques) et même dans les médias qui ne seraient a priori pas proches de lui : « *L'éclaireur du SMI* », « *Une grande figure de la science économique française* » (Les Echos), « *Un des plus grands économistes française de l'après-guerre* » (BFM).

Une pensée originale, profonde et complexe, une écriture rigoureuse et précise... mais ce qui fait ses qualités fait aussi ses défauts car ses écrits ne sont pas toujours accessibles au public non armé et il faut souvent s'accrocher lors de la lecture des livres ou à l'écoute de ses interventions publiques (c'est moins le cas lors des entretiens qu'il donne à bâtons rompus). Un défaut invalidant pour une discipline où la réflexivité est centrale et où la réception par le public est donc primordiale. C'est le cas de ce livre et il est extrêmement périlleux d'en faire une note de lecture mais c'est essentiel et c'est ce à quoi je me risque ici. Faire une note de lecture de travail (et non une note critique) suppose de synthétiser, donc de simplifier, d'éliminer certains passages ou certaines idées et de modifier la logique de présentation des idées.

Le terme « d'École de la Régulation » n'est pas cité dans le livre mais celle-ci en constitue le soubassement et est présente en filigrane à chaque page. Je présente donc cette École à grands traits avant d'aborder la note de lecture elle-même. À la suite de cette note, j'indiquerai en Postambule quelques réflexions concernant l'enseignement des SES au lycée en lien avec cet ouvrage. Enfin, j'ai inséré quelques extraits de l'ouvrage en toute fin de note.

La théorie de la régulation

La théorie de la régulation se situe au confluent de trois grands penseurs : Marx, Keynes et Schumpeter. Trois auteurs à la fois proches et éloignés. Keynes n'avait aucune considération pour « *Le capital* » de Marx alors que Schumpeter ne cachait pas son admiration pour le travail de Marx bien qu'il fût libéral (hétérodoxe). De Marx, les théoriciens de la régulation ont retenu le rôle central du rapport salarial, de Keynes l'importance de la perspective macro-économique, de Schumpeter l'analyse en terme de cycles et des trois la place essentielle de l'Histoire dans l'analyse économique.

Pour les théoriciens de la régulation, l'Histoire du Capitalisme se décompose en plusieurs phases ou modes de régulation : la régulation d'Ancien Régime, la régulation concurrentielle (deuxième moitié du 19^e siècle – 1914) marquée par le fonctionnement de marchés atomistiques ; la régulation concurrentielle altérée de l'entre deux guerres mondiales annonce la régulation fordiste (ou monopoliste ou administrée) marquée par la production et la consommation de masse, la présence dominante des trois B (Big Business, Big state, Big labor ou Grandes entreprises, État, syndicats) et où les mécanismes de marché laissent place aux relations négociées.

Ces diverses régulations ont en commun d'être constituées de cinq formes institutionnelles dont la combinaison définit chaque mode de régulation. Ces formes institutionnelles sont : le rapport salarial, la place de l'État, la forme de concurrence, les formes monétaires dominantes et le mode d'insertion dans l'international. Ces cinq formes institutionnelles « font système » aussi toutes sont en interrelations. Chaque mode de régulation assure sa propre reproduction (par exemple par les mécanismes de marché pour la régulation concurrentielle) mais la régulation n'étant pas parfaite, la reproduction peut se faire via des « crises dans le système » (ou « petites crises »). Les contradictions internes s'accumulant (le système entre dans une « grande crise » (« crise du système » - on trouve la

trace de Marx). La crise est donc le moment où un système de régulation disparaît (difficilement) et où un nouveau mode de régulation s'installe par tâtonnements ce qui laisse apparaître des cycles de long terme (on retrouve Kondratiev et Schumpeter). Cependant ces cycles ne ramènent pas l'économie à un état antérieur mais à un nouveau mode de fonctionnement de l'économie et à une « nouvelle société ».

Jusqu'à la régulation fordiste les choses sont bien établies. Aglietta envisagea ensuite le développement d'un « capitalisme patrimonial » fondé sur la finance et succédant au Fordisme. Dans ses derniers travaux il introduit une nouvelle forme institutionnelle qui est notre rapport à la Nature.

NOTE DE TRAVAIL SUR L'OUVRAGE

L'objet du livre est de voir comment penser, en relation avec l'économie, la question de la transition écologique caractérisée par le réchauffement climatique et par l'effondrement de la biodiversité.

I) Pensée économique : l'oubli de la Nature et son retour

La pensée économique a tenu compte de la question environnementale dès ses origines mais cette préoccupation a connu une éclipse entre la fin du 19^e siècle et le début des années 1970.

La question de la terre était centrale chez les physiocrates de même que chez Ricardo (rendements décroissants de la terre) et chez Malthus. A la fin du 19^e siècle, Jevons s'inquiéta de la question de la raréfaction du charbon.

Dans le même temps, les sciences de la vie adoptent le langage de l'économie. C'est le cas chez Darwin (qui trouve son inspiration chez Malthus) et chez Galton. C'est également le cas chez Herbert Spencer (qui se sert de l'idée de sélection pour légitimer ses préjugés économiques et sociaux).

Mais ces prises en compte ne sont pas sans ambiguïtés et il y eut progressivement une coupure entre l'économie et l'écologie (terme inventé par Haeckel en 1886) qui a fait que 'économie a eu tendance à oublier la Nature. Comme l'écrivent les auteurs, le questionnement du « raisonnement sur les blés » (Quesnay) fait passer du recours à une « divinité naturelle » à une « divinité mathématique » et tend à naturaliser le marché. Jevons est aussi un des promoteurs de la « valeur utilité » qui déconnecte l'idée de valeur de sa matérialité. Cet oubli de la Nature atteint son paroxysme au cours du 20^e siècle avec notamment la pensée Néo-classique qui fait de la terre un simple facteur de production (en général non retenu dans les fonctions de production). Des travaux dissidents existent mais ils furent marginalisés (Georgescu-Roegen).

II) Modèles et concepts du livre

Aglietta et Espagne proposent une approche se situant dans le cadre de la théorie de la régulation en intégrant la dimension environnementale. Il s'agit d'analyser le système économique et le système environnement comme des « faits sociaux totaux » mais ils n'utilisent pas le vocabulaire habituel de la théorie de la régulation.

Les concepts centraux sont ceux de capitalocène, viabilité, de noyau de viabilité, de régime de viabilité et d'épuisement du régime de viabilité.

Le capitalocène, terme calqué sur « anthropocène » met l'accent sur le rôle central du capital et des ressources énergétiques : « *Le capitalocène impute à la dynamique de l'accumulation du capital les bouleversements écologiques et des moyens de subsistance des sociétés humaines* ». Ils retiennent cinq stades de l'évolution humaine allant du stade « pré-capitalocène » à capitalocène 4, la question principale étant celle de la « viabilité » propre à chaque stade.

Le « noyau de viabilité » est constitué de l'ensemble des trajectoires économiques, sociales et environnementales qui respectent les limites physiques du système. Le « régime de viabilité » est la configuration historique garantissant la viabilité d'une société (c'est à dire sa reproduction sur une période). Il implique également des ontologies, c'est-à-dire la conception que les humains se font de leurs rapports avec la nature (ou avec les non humains) et mobilisent pour cela les ontologies de Descola et notamment l'animisme (pour précisions voir cette note de lecture : « [Par delà Nature et Culture](https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/notes-de-lecture/ethnologie-Culture) » : [https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/notes-de-lecture/ethnologie-](https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/notes-de-lecture/ethnologie-Culture)

et-folklore/par-dela-nature-et-culture.html), les intérêts économiques et sociaux qui s'affrontent dans les choix de techniques ou dans les cadres juridiques, les facteurs institutionnels en général et la monnaie en particulier. Lorsqu'il y a contradiction entre l'environnement et l'ordre socio-politique, on parlera « *d'épuisement du régime de viabilité* ». On reconnaît derrière ces termes les concepts de « modes d'accumulation », « modes de régulation », grandes crises, etc....propres à la théorie de la régulation.

La démarche des auteurs est institutionnaliste et historique. Elle prend en compte le rôle des institutions et l'existence d'un temps irréversible, les institutions (et notamment la monnaie) et les formes sociales peuvent donc se transformer au cours de l'Histoire. Dans ce cadre une crise écologique est une crise des institutions humaines dans leurs relations avec la nature.

III) La dette écologique dans l'Histoire

Le concept de Dette est central en matière monétaire dans la pensée institutionnaliste. En effet, la monnaie n'est pas perçue comme un substitut du troc mais comme un substitut de la dette. La dette précède donc la monnaie parce que le mode de circulation dominant des richesses n'était ni le troc ni l'échange marchand mais les pratiques de partage et de don-contredon (Aglietta fait référence à la kula et au Potlatch et rappelle que les dérives agonistiques prêtée au Potlatch datent de la fin du 19^e siècle, c'est-à-dire au moment où le capitalisme pénètre ces territoires). **La dette naît des pratiques de don-contredon.**

Pour étayer cette explication, les auteurs remontent jusqu'aux « chasseurs-collecteurs » et à leur sédentarisation qui fut un préalable à l'agriculture. Le rôle du stockage devient alors central (notamment pour faire face aux différents raids qu'ils subissent) amenant progressivement à la mise en place de hiérarchies, à l'écriture (pour comptabiliser les stocks), à l'émergence d'États et au travail forcé. Ainsi le triptyque « dette-monnaie-esclavage » est au cœur du système hellénistique.

La dette évolue au cours de l'Histoire et il faut distinguer les dettes privées et les dettes collectives ou publiques (la différence est d'importance mais n'est que rarement reconnue dans le débat public).

V) Les capitalocènes

Les auteurs parcourent ensuite l'Histoire humaine à la lumière du concept de « capitalocène ».

A) Le stade précapitalocène

Il recouvre la période allant de la fin de l'Empire romain jusqu'au 15^e siècle avec deux dates repères : 1453 (prise de Constantinople et fragmentation de l'unité chrétienne) et 1492 (découverte du nouveau-monde). Durant cette période les diverses féodalités s'imposent face au pouvoir central. Le moyen âge va être une période d'innovations agricoles et énergétiques (hydrauliques et éolien), marqué également par l'essor des réseaux de villes et de foires et par l'essor d'une classe de marchands. Le développement des contacts entre l'Europe et la Mongolie (« *Pax mongolica* ») va entraîner des fuites de monnaies vers l'Est (et une grande déflation au 15^e siècle). La pénurie de métaux précieux sera à l'origine d'innovations monétaires : innovations des monarques qui vont inventer des unités de compte abstraites et installer des systèmes dualistes (unités de compte abstraites/moyens de règlement métalliques). Mais ce fut surtout l'invention de la lettre de change privée dont l'impact ouvre « capitalocène I ».

B) Capitalocène I

Capitalocène I débute aux alentours du 15^e siècle et se clôt vers 1830.

Le phénomène majeur est la destruction interne des communs avec le mouvement des « enclosures ». Ces mouvements entraîneront un changement du rôle et de la place des femmes qu'il fallait remettre en cause. Ce fut une période de contrôle du corps des femmes et de leur liberté qui se matérialisa dans les phénomènes de chasses aux sorcières.

Le développement des routes commerciales entre l'Europe et l'Asie permit l'essor du commerce mais aussi la diffusion de la peste noire, responsable de la disparition d'au moins un tiers de la population européenne.

L'ouverture sur le monde c'est surtout 1492 et la découverte du Nouveau-Monde qui permit l'essor de la circulation d'espèces animales et végétales entre les deux mondes ainsi que l'essor des migrations humaines et du commerce triangulaire.

Les transformations monétaires sont également importantes à retenir. Le développement de l'usage de la lettre de change engendra la constitution de réseaux bancaires privés en Europe. L'essor de la monétarisation entraîna un déclin du servage et une montée de la prolétarianisation parallèlement à la construction progressive d'un marché national du travail.

La monnaie du commerce triangulaire était le cauri, un coquillage probablement originaire du Niger et massivement utilisé ; mentionné pour la première fois en 1067. Les auteurs supposent que son adoption vient de ses qualités d'homogénéité, de durabilité, de portabilité et des difficultés de ses contrefaçons. Cependant on peut regretter qu'ils n'aient pas signalé qu'il n'a aucune dimension utilitaire (à la différence du sel, par exemple) et que certains mettent en avant sa possible charge symbolique (le cauri serait à l'image de « l'origine du monde ») ce qui constitue une critique des hypothèses néo classiques de la naissance de la monnaie.

C) Capitalocène II

Les auteurs parlent aussi de « *mode de régulation du capitalisme fossile* », ce qui met clairement en relation l'optique régulationniste avec la question de l'extraction des ressources fossiles. En effet, c'est l'entrée dans l'ère du charbon. Celui-ci est préféré à l'énergie hydraulique pour des raisons techniques (pas transportable et trop dépendante des courants) et sociales (elle donnait un pouvoir de négociation plus grand aux travailleurs). En revanche, le charbon permettait la consolidation de la propriété privée mais a, dans le même temps, favorisé la constitution d'une classe sociale homogène et consciente d'elle-même.

Capitalocène 2 c'est aussi l'expansion coloniale. L'idée que les terres ne seraient pas suffisamment fertiles pour nourrir la population se répand (Malthus) et l'ouverture internationale est favorisée et légitimée par la théorie des avantages comparatifs (Ricardo), ce qui pousse à spécialiser les pays dominés et les colonies dans des cultures d'exportation destinées au marché.

La question monétaire va être centrale et le 19^e siècle est un moment de « naturalisation de la valeur de l'or » (où on oublie qu'il ne s'agit que de convention humaine). L'étalon-or, institué en 1694 et géré par l'Angleterre, s'impose et permet d'installer une hiérarchie internationale et des rapports de domination entre nations. D'autres pays comme la France, les Etats-Unis ou la Hollande installent des systèmes monétaires coloniaux ou des zones de contrôle informelles. La France a notamment une propension à exporter ses capitaux et l'apparition des banques coloniales françaises est une conséquence de l'abolition de l'esclavage car elles permettent contrôle et domination sur les colonies et incitent au développement d'activités tournées vers l'exportation.

Enfin la Nature cesse d'être perçue comme un « milieu de vie » qui instaure des limites qu'il est dangereux de transgresser. Certes l'existence de la pollution est reconnue mais l'industrie est considérée comme bénéfique tant qu'elle est contrebalancée par des politiques d'hygiène publiques.

D) Capitalocène III

Les auteurs datent Capitalocène 3 de 1914 à la fin des années 1970, ce qui recouvre trois périodes distinctes : l'entre-deux-guerres, la période fordiste (ou « trente glorieuses ») et sa remise en cause dans les années 1970. Ils la qualifient également de période de « l'étalon pétrole ». Le pétrole, dont les premières utilisations notables datent de 1853, s'impose vraiment avec la première guerre mondiale et le consensus international « ultra productiviste » qui s'impose alors. Cependant, « Etalon pétrole » ne signifie pas que le poids du charbon décline puisque l'Histoire montre qu'il n'y a pas remplacement d'une énergie par une autre mais accumulation des différentes sources d'énergie.

La période de l'entre deux guerres est une période d'instabilité où apparaissent le leadership des États-Unis, le déclin de l'étalon-or et la fin de la suprématie de la Livre et c'est, d'après les auteurs, le moment où s'impose l'idée que la Dette doit être remboursée « coûte que coûte ». Ce « coûte que coûte » qui a été imposé à l'Allemagne sommée de payer les réparations de la guerre. Cette intransigeance ajoutée à la spéculation des années 20 et à la volonté de restaurer un Étalon-or qui n'est plus viable vont être à la source de la crise des années 30 et de la montée des États totalitaires.

La domination des États-Unis va devenir indiscutable après la seconde guerre mondiale avec les accords de Bretton-Woods et le plan Marshall. S'ouvre alors la période fordiste qui instaure une activité économique de masse et de nouveaux rapports salariaux (entre États, grandes entreprises et représentants des travailleurs). Il s'ensuit la montée d'une « société salariale » et un nouvel objectif collectif, le « progrès social ». La société salariale va aussi transformer le système de dettes, les dettes privées laissant place au principe de la « **dette sociale** » (de l'État et de la Sécurité Sociale) point important puisque le système de dette est la « matrice des liens sociaux ».

Une société salariale où la dette sociale est prépondérante propose des règles monétaires et une forme de confiance dans la monnaie autre que ce qu'on avait dans les sociétés bourgeoises où le salariat est minoritaire, la citoyenneté est celle du propriétaire et la solidarité prise en charge par la famille

Mais il faut surtout voir que la production de masse repose sur les sources d'énergie que sont le charbon, le gaz, le nucléaire et prioritairement le pétrole dont le prix est au fondement de la stabilité de l'ensemble du système. Cependant, à partir des années 1970, les États-Unis perdent le contrôle du prix du pétrole et portent leurs efforts sur le recyclage des excédents financiers (pétro dollars), ce qui donne un pouvoir exorbitant au secteur financier.

La prise en compte de l'environnement se fera à nouveau dans les années 1960-70. Les auteurs signalent comme « première alerte » la parution de « Silent spring » de Rachel Carson en 1962. On peut citer par la suite les travaux de Georgescu-Roegen et les écrits d'Ivan Illich, etc ... Bien entendu la « pierre de touche » est la publication du rapport Meadows en 1972. Ce rapport sera immédiatement critiqué, notamment par Nordhaus, digne représentant de l'économie néo-classique.

Les remises en cause du mode de régulation sont également endogènes au système avec l'épuisement de la norme de consommation, le déclin des taux de productivité et la montée de l'inflation.

C'est aussi une remise en cause monétaire : la pénurie de dollars avant 1958 se transforme en abondance et Nixon marque la fin de Bretton-Woods en 1971 avec l'inconvertibilité du dollar en or qui devient alors une monnaie purement auto référentielle et une devise clé sous contrôle de la finance privée.

E) Capitalocène IV

Il s'agit de la période néolibérale qui s'ouvre à partir du milieu des années 1970 et qui est marquée par une financiarisation croissante des économies.

Le recyclage des flux liés au pétrole dope la financiarisation. De plus, les accords de la Jamaïque (1976) retirent tout rôle officiel à l'or et ouvrent l'ère des « monnaies auto référentielles ».

L'élection de Thatcher (1979) et de Reagan (1980) marquent un changement de doctrine économique où les marchés libres sont vus comme toujours supérieurs à l'État et aux réglementations. Il s'ensuit des privatisations, des remises en cause des droits des travailleurs et un relâchement des contraintes de production (ce que les auteurs appellent malicieusement « *kleptocratie autorisée du capital* ») et surtout la libéralisation financière du milieu des années 1980 (« Big Bang »). Ces tendances se cristalliseront dans le « consensus de Washington » du début des années 90 qui s'appuie sur la chute des systèmes des pays de l'Est (où la question environnementale n'a pas été mieux traitée qu'à l'Ouest) et la montée du numérique.

Les innovations financières vont se développer dans des secteurs liés à l'environnement et seront ensuite utilisées sur le marché immobilier (qui a un lien direct avec l'environnement). Elle fera

également système avec l'activité « réelle » en transformant profondément le mode de gouvernance des entreprises.

Cependant on n'a pas établi de corrélation entre la financiarisation et la croissance économique et l'épuisement de ce mode de régulation (dit « capitalisme patrimonial ») se manifestera par la crise de 2008.

Pour les auteurs le régime de viabilité du néolibéralisme financiarisé se paie d'une forme d'involution sociale vers des formes hybrides de féodalisme et de fascisme (ce qui n'est pas sans rappeler les thèses de Karl Polanyi). Ce capitalisme néolibéral apparaît en opposition totale avec les enjeux climatiques (NB : le livre a été écrit avant l'élection de Trump).

VI) Limites et apories des modèles néoclassiques

« Il y a urgence et la fenêtre d'opportunités est en train de se refermer » nous disent les auteurs. Les réponses à fournir vont dépendre des prévisions et donc des modèles utilisés mais les modèles néoclassiques qui imprègnent encore la majorité des modèles de prévision sont inadaptés.

A) Concurrence des modèles ?

Les modèles environnementaux actuels restent enserrés dans la logique néo-classique et les critiques des auteurs à l'égard du courant néo-classique ne sont pas minces. Ils mettent en lumière son incapacité à éclairer et comprendre les enjeux actuels voire sa dangerosité.

En effet, ces modèles considèrent les problèmes environnementaux comme des externalités c'est à dire seulement comme des défaillances de marché. Mais on retrouve alors toutes les apories de la démarche néo classique : un individu informé et rationnel, hors des institutions ; une situation probabilisable ; une logique linéaire et un temps réversible (donc anhistorique). Enfin une monnaie neutre (et les répercussions que cela a sur les conceptions relatives à la sphère financière).

Le modèle d'Aglietta et Espagne présenté ci-dessus présente toutes les caractéristiques opposées. Les problèmes et situations sont collectifs et non individuels. Les institutions sont centrales et le marché en fait partie ; ce dernier n'est donc pas une donnée « de nature ». La monnaie est également une institution centrale qui établit un lien social et non un simple instrument de transaction ou un « voile » neutre. Le futur n'est pas probabilisable et relève de « l'incertitude radicale » (Keynes). Enfin, la démarche est historique et met donc en jeu un temps irréversible.

Les auteurs ne se privent pas de fustiger Nordhaus dans un encadré où ils rappellent que dans son approche « coûts-bénéfices » la trajectoire optimale est celle qui égalise à chaque instant le coût marginal lié aux réductions d'émission avec le bénéfice marginal des dommages climatiques évités. Pour cela il doit choisir un taux d'actualisation à long terme pour comparer les valeurs monétaires à différents horizons. Il propose de prendre le taux des marchés financiers supposés efficaces (malgré les différences de temporalité entre la finance et les phénomènes environnementaux) et aboutit à la conclusion, maintenant célèbre, qu'un optimum correspondrait à une augmentation des températures moyennes de l'ordre de +4 à +4,5 degrés centigrades.

Selon les auteurs, ces modèles pourraient même être contre productifs puisqu'ils pourraient constituer, une base des thèses climato-sceptiques.

B) Mythologies contre mythologies

Les analyses théoriques reposent sur des modèles que les auteurs préfèrent appeler « mythes ». Ils opposent les approches néo-classiques et institutionnalistes à propos de deux mythes.

La « fable du troc » est bien connue : elle fait de la monnaie un simple moyen de transaction né des limites du troc. Mythe qui n'a aucun fondement historique ou anthropologique mais qui permet de légitimer l'idée d'individus calculateurs et marchands existant depuis toujours et l'hypothèse de « neutralité monétaire » (pour précision voir « [Que faire de la fable du troc ?](https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/articles/anthropologie-de-l-argent-1/que-faire-de-la-fable-du-troc.html) » <https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/articles/anthropologie-de-l-argent-1/que-faire-de-la-fable-du-troc.html>) . A ce mythe, les auteurs opposent l'hypothèse historiquement vérifiée d'une monnaie comme Institution. La « fable du troc » est non seulement inexacte mais a des

répercussions délétères sur la réalité puisque, via l'idée de neutralité de la monnaie, elle aboutit à établir une déconnection entre la monnaie (et la finance) et l'environnement alors que leurs interactions sont essentielles.

Le deuxième mythe est celui de la « tragédie des biens communs » de Harding, mythe en prise directe avec la question de l'épuisement des sols et des ressources fossiles. Dans ce modèle un terrain laissé en libre usage aboutira fatalement à son épuisement. Il n'y a que deux solutions possibles, la nationalisation ou la privatisation, Harding privilégiant la deuxième solution. On sait qu'Elinor Oström (Nobel 2009) a montré par ses travaux de terrain que les communautés savent très bien gérer ce genre de situation en mettant des règles et des normes après des délibérations collectives. Comme pour la fable du troc, ce mythe n'a aucun fondement anthropologique et repose sur l'hypothèse que les individus ne peuvent pas communiquer entre eux et sont de pures monades. A ce mythe les auteurs opposent un autre mythe anthropologiquement fondé, celui de la « dette écologique » qui renvoie à la difficulté pour des pays à avoir à la fois une empreinte écologique modérée (mesurée en termes de planètes nécessaires si tous adoptaient le même mode de développement) avec un IDH élevé. Il y aurait ainsi une dette écologique des pays à fort développement vis-à-vis des pays à faible empreinte écologique et à faible IDH. Contrairement à la « tragédie des communs » dont la solution est individualiste, régler la question de la Dette écologique suppose une régulation collective.

VII) Planifications écologiques pour le 21^{ème} siècle.

Dans l'immédiat

Il y a des prises de conscience et des indices de transition (cycles de Cop, rapports du GIEC, rapport IPBES 2019 sur la biodiversité (plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), etc...) mais les prises de conscience et les changements sont insuffisants face à l'urgence de la situation.

Les évolutions liées au changement climatique et à la chute de la biodiversité sont systémiques, non linéaires et ont un nombre inconnu de points de bifurcation. et dans ces conditions, la prégnance des modèles néoclassiques constituent un frein aux réponses à donner. En effet, ils aboutissent à considérer que les problèmes environnementaux constituent une externalité négative, c'est-à-dire une défaillance de marché qui peut être résolue par les outils habituels utilisés dans ces cas là : la taxation et la mise en place d'un marché de quotas. Les auteurs ne rejettent pas totalement ces solutions mais émettent des réserves. Les marchés carbone ne peuvent intégrer l'hypothèse d'incertitude et les valeurs calculées par différents économistes présentent des différences trop fortes pour être exploitables. Les taxes carbone et taxes à la frontière ne sont pas non plus à rejeter mais doivent être ciblées pour être efficaces et sont insuffisantes car une variation de prix ne peut pas modifier rapidement et profondément les comportements de consommation et de production nécessaires.

De plus, ces mesures sont totalement insuffisantes car le changement climatique ne relève pas d'une « défaillance de marché » mais des limites d'un système économique et sont ce que les auteurs nomment un « cygne vert » (par référence au « cygne noir » de Taleb) dont les solutions ne peuvent pas relever d'actions individuelles mais d'une logique collective. Il en découle qu'aucun marché financier supposé efficient n'est en mesure d'y faire face en intégrant l'ensemble des informations disponibles et qu'aucun marché d'assurance n'est en mesure d'en couvrir les méfaits.

Les auteurs mettent en avant la nécessité d'adopter un « principe de précaution » et de se situer dans l'optique du « catastrophisme éclairé » (JP Dupuy)

Il y a cependant des actions que l'on peut entreprendre dans l'immédiat comme la question de la reforestation, de l'aménagement urbain, du contrôle des prix du foncier, des marchés des transports maritimes et aériens, de l'économie bas carbone, de l'efficacité énergétique et des choix quant aux proportions d'énergie renouvelables et de nucléaire à adopter.

Le péril de la « mi-transition ».

Cependant, le passage à une économie décarbonée est périlleux et les auteurs insistent sur l'étape qu'ils appellent de « mi-transition », le moment où on passe d'une économie fossile à une économie bas carbone et où les contraintes des deux systèmes se rencontrent. Il en résultera une forte instabilité et ce d'autant plus qu'une économie bas carbone réclame des matériaux dont l'extraction est polluante et que les « métaux rares » sont concentrés dans un petit nombre de pays. Les pays seront différemment touchés par cette mi-transition (notamment en fonction de leur dépendance aux énergies fossiles) et la durée de cette « mi transition » dépendra de la qualité de coopération internationale.

Le rôle essentiel de la monnaie

La transition réclame des changements structurels profonds. Ceux-ci passent par la mise en place d'un nouvel ordre financier (le taux d'intérêt naturel étant à un niveau extrêmement faible, une politique monétaire de baisse des taux s'avère insuffisante). Il faut donc réformer la Régulation Monétaire Internationale actuelle en se servant des outils dont nous disposons et en donnant notamment un rôle accru au FMI et aux émissions de DTS. Les banques centrales seront donc en première ligne, au niveau national et international, et devront assumer un rôle essentiel de prêteur en dernier ressort ». La transition doit également se faire au niveau local et donne une place centrale aux monnaies locales et complémentaires, essentielles pour intégrer l'économie circulaire.

L'investissement public

L'investissement public doit jouer un rôle essentiel et il faut assurer un retour de la planification (dont nous avons des prémisses avec la PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie). L'investissement public a un triple rôle à jouer en tant que créateur de « Biens Communs écologiques », de financeur systémique et de créateur de nouvelles normes d'investissement. Les auteurs privilégient un financement mixte « Privé-public ».

Ce qui apparaît derrière ces propositions c'est que les Institutions (dont la monnaie) vont être au cœur de la transition car elles ont pour vertu première d'être créatrices de négociations et de conventions et réductrices d'incertitude. Cela suppose donc qu'elles prennent le pas sur les mécanismes de marché supposés équilibrants.

De la sobriété ?

Les auteurs rappellent les quatre scénarios proposés par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) : deux scénarios qui n'emportent pas leur adhésion font l'hypothèse d'un maintien des comportements de l'ère néolibérale (scénario des « technologies vertes, scénario des « paris réparateurs »). Deux scénarios, dont ils soulignent l'importance, sont liés à la sobriété (« génération frugale », « coopération territoriale »). Mais il faut préciser que sobriété n'est pas synonyme d'austérité et désigne « la prise de conscience de l'importance des Biens Communs pour une vie bonne ». Ils vont même plus loin en invitant à réfléchir sur les ontologies de Descola (notamment l'animisme).

Conclusion

Pour terminer, citons quelques extraits de la dernière page du livre : « *Le capitalisme néolibéral doit disparaître car il est intrinsèquement soumis à la tragédie des horizons* » (...) *A l'échelle mondiale cela implique un dialogue des cultures qui peut seul faire apparaître des valeurs vraiment universelles* (...) *Pour instaurer une Économie Politique compatible avec les limites planétaires, la transformation des sociétés humaines aura peut être été telle que le collectif sera devenu prépondérant vis-à-vis de l'hubris individuelles* » (voir l'extrait n°11)

Hubris : l'excès, la démesure qui dans la mythologie grecque était punie par les dieux. Hubris est peut-être le terme à retenir !

(PS : vue la taille de cette note j'ai délaissé des chapitres entiers du livre par exemple sur le Green Deal ou la civilisation écologique chinoise).

POSTAMBULE : APPORTS POUR LES S.E.S

En lisant « *Pour une écologie politique Au-delà du capitalocène* » j'ai eu quelques petits coups de nostalgie de vieux prof et ancien élève de SES en retrouvant des termes comme enclosures. Des éléments d'Histoire Économique qui étaient partie intégrante des programmes durant la première partie de vie des SES (en gros, de 1967 à 1985). Ils occupaient peut être une place trop importante à l'époque, au détriment des éléments théoriques d'analyse économique mais cette place importante s'expliquait par le fait que les SES sont filles de l'École des Annales et de la sociologie économique (notamment de Halbwachs : pour précision voir « [Notre cher Maurice](https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/articles/epistemologie/maurice-halbwachs-et-les-sciences-economiques-et-sociales.html) » : <https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/articles/epistemologie/maurice-halbwachs-et-les-sciences-economiques-et-sociales.html>). On ne s'étonne donc pas que l'École de la régulation a pu occuper une place centrale en SES, dans les manuels et les pratiques plus que dans les programmes. Il ne faut pas voir là une proximité « gauchiste » avec une dimension marxiste de l'économie mais plutôt une forte proximité avec l'Économie Institutionnaliste.

Aujourd'hui il faudrait vraiment fouiller beaucoup pour trouver trace d'Économie Institutionnaliste dans les programmes de SES qui sont ultra dominés par l'approche néoclassique (néoclassique et pas forcément libérale. Consacrer un chapitre de première aux défaillances marché, même si ça ne va pas dans le sens libéral, ça reste néoclassique). Et ça réduit la réalité aux seuls marchés, problème que soulève Aglietta lorsqu'il montre que voir les problèmes environnementaux comme des défaillances de marché aboutit à une impasse.

On voit aussi l'erreur profonde qui a été d'exclure l'Ethnologie des nos programmes. Certes elle n'était pas citée en tant que telle mais dans les programmes antérieurs à 2010 qui valorisaient les entrées par objet, il était aisé d'aborder l'ethnologie (dans les chapitres sur le lien social, sur la famille, sur la culture voire sur la monnaie,... pour plus d'exemple voir « [Enseignement des S.E.S. : que peut apporter l'Ethnologie ?](https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/textes-pedagogiques/ethnologie-anthropologie/enseignement-des-s-e-s-que-peut-apporter-l-ethnologie-.html) » : <https://mondesensibleetsciencesociales.e-monsite.com/pages/textes-pedagogiques/ethnologie-anthropologie/enseignement-des-s-e-s-que-peut-apporter-l-ethnologie-.html> »). Il est impossible de le faire aujourd'hui or Aglietta s'appuie sur les « ontologies » de Descola.

Si on s'amuse au petit jeu consistant à compter le nombre de citations à l'aide de l'index du livre on voit que les auteurs les plus cités sont Keynes et Graeber (neuf citations chacun), Nordhaus (huit citations mais pour de mauvaises raisons), Descola et Meadows (huit citations chacun). Un seul néoclassique et deux ethnologues. Certes ce n'est pas très scientifique mais c'est assez significatif ! Il est donc clair que les économistes institutionnalistes n'hésitent pas à mobiliser les autres sciences sociales quand cela s'avère nécessaire, ce qui correspond à la philosophie première des S.E.S.

Enfin Aglietta et Espagne vont jusqu'à écrire que la séparation convenue entre sciences du vivant et Sciences Humaines et sociales est devenue aujourd'hui à bien des égards intenable (voir les morceaux choisis ci-dessous – Extrait n°1). Cela montre que l'appariement « SES/SVT » au lycée, loin d'être incongrue, est probablement un des appariements intellectuellement les plus porteurs Mais cela implique d'avoir des échanges de savoirs entre professeurs de SES et professeurs de SVT.

Conclusion ? Jetons les programmes de 2010 et de 2019 par-dessus bord !!!

MORCEAUX CHOISIS DE L'OUVRAGE

EXTRAIT 1

En miroir de la détermination des causes premières se joue aussi la définition des possibles leviers d'action, les éventuelles marges de manœuvre restantes, dans une perspective d'écologie politique. Les frontières disciplinaires patiemment construites au cours des deux derniers siècles au moins entre sciences du vivant et sciences humaines et sociales, pour le meilleur comme pour le pire, sont aussi une forme de rempart pour une telle analyse. Aux sciences du vivant, le temps très long, géologique, et les lois intemporelles de la nature, les mesures objectivables, et si possible observables au travers

d'analyses stratigraphiques ou géologiques. Aux sciences humaines et sociales, le temps historique et les lois humaines relatives et changeantes. Telle était la séparation convenue, devenue effectivement aujourd'hui, à bien des égards, intenable.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - p 14-15)

EXTRAIT 2

Certes, les physiocrates, comme plus tard les économistes classiques, ont mobilisé les connaissances dont ils disposaient sur les règles de fonctionnement de la nature dans un sens de plus en plus utilitariste. Ils s'appuyaient néanmoins encore sur la compréhension détaillée de techniques agricoles performantes, évoluant dans un milieu vivant qu'il s'agissait alors pour eux de comprendre en détail. Cette tension entre d'un côté une stricte analyse des règles de fonctionnement intrinsèques à cette nature autonome, qui n'interdit pas une part de contemplation, et d'un autre côté son intendance, son utilisation au service des hommes, perdurera au moins jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle. Harold Levrel et Antoine Missemmer" donnent ainsi des exemples précoces de cette comptabilisation de la nature, voire sa transformation en devises monétaires, qui n'exclut pas de s'extasier devant les beautés naturelles. Mais les questions agricoles portent aussi en germe l'éclosion de la discipline économique qui revendiquera ensuite son autonomie de la sphère naturelle. « Raisonner sur les blés », comme le détaille Steven Kaplan, est un prélude au transfert d'une divinité naturelle (avec ses lois autonomes) à une divinité mathématique (dont l'utilisation au service des hommes est aisée). La nature doit alors être façonnée par l'homme, et les économistes ne sont pas les seuls à accompagner ce mouvement. Le naturaliste Buffon en est tout autant un théoricien : « la nature brute est hideuse et mourante ; c'est moi, moi seul qui peux la rendre agréable et vivante : desséchons ces marais, animons ces eaux mortes en les faisant couler [...] une nature nouvelle va sortir de nos mains 50 ». Tandis que l'économie politique prétend se fonder sur d'hypothétiques lois de la nature pour représenter le bon fonctionnement des sociétés, ces mêmes lois de la nature sont paradoxalement vues par les naturalistes comme repoussoirs, en l'absence de l'empreinte civilisatrice de l'homme. La contradiction n'est cependant qu'apparente si l'on considère l'homme comme partie intégrante et néanmoins distincte de la nature, un homme supposé parachever l'œuvre de Dieu. Buffon définit ainsi l'époque humaine comme la septième et dernière époque, dans un parallèle évident avec la création. Pour Jean-Paul Deléage, « le Dieu de Linné est celui de l'Ancien Testament, disposé à punir sévèrement toute faute à l'encontre de l'équilibre de la nature, celui de Buffon est le dieu des philosophes des lumières, conçu à l'image de la raison humaine ».

La figure du naturaliste a émergé ainsi à la fin du XVIIIème siècle de ce souci nouveau des hommes de veiller au juste rapport des forces qui les lient à la nature. Les économistes échappent au vertige de cette nouvelle réflexivité en opérant aussitôt un retour à la nature par l'affirmation de lois naturelles de la société, bases du meilleur gouvernement possible. Qu'il s'agisse de recréer un rationnement pour reproduire la nécessité du travail pour la survie, ou de voir la terre comme une avance de capital pour accroître le profit du cultivateur, les lois naturelles de l'homme « découvertes » par les physiocrates font paradoxalement très largement fi du monde naturel. Un rapport sensible a été perdu, qui érousse en même temps une connaissance empirique de la complexité des ordres naturels : « Avec les physiocrates, c'est le marché lui-même, sous la forme de la matrice des paiements, qui devient naturel. »

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 34-35)

EXTRAIT 3

Plus fondamentalement le temps néoclassique est un éternel présent dans la mesure où les décisions sont prises par un agent aujourd'hui et pour toujours, par anticipation parfaite de tout ce qui pourrait se passer à l'avenir. L'introduction de l'incertitude dans ce cadre n'est qu'un avatar de cet éternel présent

dans la mesure où l'agent peut pondérer son action suivant ces différents futurs possibles et déjà anticipés. La nature dégradée, enfin, s'y limite à une perte de flux monétaire. Le cadre néoclassique propose une forme extrême de dualisme entre nature et société, par laquelle l'homme est en quelque sorte considéré comme en lévitation au-dessus de la biosphère, indépendant d'elle et supérieur à elle, en lui prenant librement des ressources qu'il pourra utiliser de manière plus ou moins perpétuelle. Le temps historique est d'une tout autre forme, générant en permanence de la non-linéarité, de l'irréversibilité et des phénomènes d'émergence. L'incertitude y est radicale, et seules les institutions sociales viennent encadrer, pour un temps, cette incertitude en orientant les horizons des acteurs économiques et sociaux dont les perceptions contribuent en retour à modifier les institutions. Les institutions de la monnaie et de la finance ont un rôle clé à jouer dans ce cadre comme opérateurs de réduction de l'incertitude radicale pour les acteurs économiques. La crise écologique se comprend ainsi comme une crise des institutions sociopolitiques, qui n'ont pas su incorporer les signaux extérieurs de dégradations environnementales dont elles étaient par ailleurs les causes indirectes. Mais la définition de la nature peut-elle se limiter à ces signaux extérieurs que les institutions sociales historiques prennent plus ou moins bien en compte pour en déjouer les effets les plus nocifs ou en capturer les bénéfices ? Tout l'effort de l'histoire environnementale, dont on peut trouver les fondements dans « l'École des Annales », sera de déjouer, notamment dans les premières décennies du XXI^e siècle, cette vision d'une nature comme un décor utile ou menaçant pour les sociétés humaines. Ici, une forme d'hybridité entre le social et le naturel est revendiquée, l'un et l'autre pôle se dissolvant partiellement dans un écheveau de relations qu'il s'agit alors de mieux comprendre et mieux décrire. Il ne s'agit pas de considérer que la nature n'existe pas, comme semble pouvoir le supposer une approche constructiviste. Celle-ci reste bel et bien régie par des lois autonomes, qu'il appartient aux controverses scientifiques de dévoiler. Mais les catégories par lesquelles l'homme observe, mesure, admire ou ignore les éléments naturels sont bien des productions sociales, reflétant une forme d'institutionnalisation du rapport à la nature. (M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 42 43)

EXTRAIT 4

Pour justifier cette approche les économistes s'appuient sur un mythe qui leur permet d'incorporer complètement la nature, et plus largement tout problème qui entraîne une dimension d'interaction de la société avec l'environnement, au cadre standard qui leur est familier, le cadre néoclassique. Ce mythe s'appelle la tragédie des communs. Un article de Garrett Hardin dans la revue Science en 1968 en a formulé l'essence sous l'expression explicite de « the tragedy of the commons », qui prétend analyser l'évolution d'un pâturage dans le cas où les droits de propriété et les droits d'usage seraient mal définis. Ironiquement, Garrett Hardin n'est lui-même pas économiste, mais biologiste et écologue. Marqué par l'idée d'une limite de charge liée à la population mondiale, il a promu, par ailleurs, tout au long de sa carrière des thèses eugénistes, néodarwiniennes et antimigratoires pour des raisons environnementales. Toujours est-il que son article dans la revue Science a rapidement reçu un écho prodigieux et a été immédiatement repris et intégré au corpus de l'économie néoclassique qui commençait alors à appréhender la question environnementale. Dans cet article, un groupe de bergers dispose d'un pâturage en accès ouvert. Chaque berger considère qu'il a intérêt à multiplier le nombre de têtes de bétail afin de maximiser ses avantages immédiats, même si cela condamne à terme l'activité de chacun par la destruction de la ressource qui se retrouve pâturée en excès. Hardin aurait repris des idées formulées un siècle et demi auparavant par l'économiste William Forster Lloyd face à la nécessité de la classe capitaliste émergente de justifier théoriquement le mouvement des enclosures en Angleterre. Lloyd prenait parti contre la propriété collective qui perdurait encore au prétexte de l'inévitable dégradation induite sur la ressource. Seule la propriété privée aurait déjà, selon lui, permis d'éviter cette irresponsabilité structurelle qui empêchait les travailleurs d'ajuster leur conduite à leurs intérêts à long terme. Tout autant que son prédécesseur William Foster Lloyd, Garrett Hardin ne nous décrit pas une situation économique particulière, dans une société spécifique, à une période donnée. Il propose

un mythe, c'est-à-dire qu'il nous raconte une histoire dont le caractère en apparence général permet ensuite à n'importe qui de s'en saisir, quels que soient l'échelle et le contexte. Cette histoire rejoint la longue liste de ces comptines pour enfants, représentatives de la science économique telle qu'elle s'est imposée surtout à partir des années 1980, mettant souvent en scène un acteur dans une saynète supposée exemplaire de la vie quotidienne : un Robinson Crusoé seul sur son île (magnifique représentant de l'agent économique unique de nombreux modèles économiques), un prisonnier face à son dilemme (trahir en premier son codétenu ou se taire en espérant que son codétenu ne le trahira pas avant)... L'histoire est, dans chacun de ces cas, bien sûr, complètement invraisemblable.

Le mythe ne s'intéresse en l'occurrence pas réellement au problème qu'il prétend résoudre, à savoir ici les modalités pratiques de la nourriture des troupeaux, du métier de berger ou des droits existants dans diverses sociétés permettant l'accès à l'alimentation des animaux. Le but n'est pas de proposer un savoir ouvert à la critique, et par là même scientifique. Comme un conte pour enfants, se terminant par une morale en apparence universelle à visée éducative, le mythe de la tragédie des communs vise à fonder l'exclusivité du marché et plus largement du capitalisme pour résoudre tout problème lié à la gestion de l'environnement. De même qu'il est inutile de rétorquer à un croyant sur les fondements logiques de sa religion, il peut apparaître inutile d'argumenter avec un économiste à propos des fondements biophysiques, historiques ou sociologiques de ses mythes.

Au mythe de Garrett Hardin, si bien repris par l'économie néo-classique, nous opposons l'anthropologie, l'histoire et les sciences du vivant. Nous ne nous prétendons pas pour autant historiens ou anthropologues ni écologues et nous devons reconnaître toute notre dette vis-à-vis de ces disciplines. Car quelle est ici la question structurelle ? On pourrait s'interroger sur l'existence de cas réels de bergers concourant par leurs activités et le nombre de leurs têtes de bétail la destruction de la ressource. Comme le mentionne Étienne Le Roy, les exemples sont nombreux dans le Sahel africain avec la gestion des puits publics au Niger, de forêts classées au Burkina Faso ou au Sénégal et de facto traitées en accès libre pour tous, de bourgoutières dans le delta intérieur du Niger au Mali surpâturées pour avoir ignoré les principes de la Dina, charte pastorale des Peuls du XIX^e siècle... Mais point d'exemple réel dans la démonstration de Garrett Hardin. L'enjeu principal, si ce n'est exclusif, de ce mythe de la tragédie des communs n'est pas de renforcer un savoir scientifique. Il est de fonder le mythe de l'exclusivité du marché et du capitalisme pour résoudre les questions d'usage des ressources et plus généralement pour toute les formes de relations à l'environnement.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 48 49)

EXTRAIT 5

Ce que l'on apprend des sociétés non marchandes, qu'elles soient issues du Paléolithique ou du passé récent, c'est que les êtres humains régulent principalement leurs relations matérielles et sociales par le biais de dons, de cadeaux et d'actions symboliques, tandis que l'échange marchand est second et très encadré par les premiers. Quand échange marchand il y a, il concerne souvent des étrangers avec lesquels on n'entretient pas de relations sociales particulièrement étroites ni ne désire en nouer. Ces formes sociales, enfin, intégrant des éléments de la nature, en rejetant d'autres, ou répliquant des structures observées dans la nature, créent la nécessité de relations de dons et de contre-dons spécifiques de part et d'autre de la discontinuité de ce qui est considéré comme faisant nature. Ces relations peuvent être vues comme autant de formes de dettes infinies qui assurent la perpétuation du régime de viabilité de ces sociétés. La relation de dette écologique connaîtra des bouleversements profonds avec l'invention du stockage et l'arrivée progressive de l'agriculture.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 60 61)

EXTRAIT 6

Par ce mythe de la dette écologique est contestée l'inéluctabilité de la privatisation du monde pour faire face aux catastrophes, déjà pressenties à cette époque. Par ce mythe ensuite est mis en évidence le caractère primordial des flux de financement et de la monnaie internationale dans les inégalités écologiques. Par ce mythe, enfin, est proposée une éthique de la solidarité qui s'oppose aux solutions individualistes avancées par Hardin. Comprendre la viabilité des régimes d'accumulation du Capitalocène requiert ainsi de révéler les fondements anthropologiques et historiques du mythe de la dette écologique, exercice délicat que nous avons entamé dans ce chapitre. Ce faisant, la dette écologique devient pleinement un mythe fondateur en ce qu'elle peut justifier de bouleverser l'ordre des conventions qui régissent les sociétés et d'atteindre ainsi jusqu'à la forme du régime d'accumulation, au sein duquel l'institution monétaire joue un rôle central

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 74-75)

EXTRAIT 7

La diversité des événements recensés révèle la pensée analogique de l'époque. Sécheresses, inondations, tempêtes et typhons, tremblements de terres, invasions d'insectes, épidémies et famines, éclipses et phénomènes astronomiques divers, apparitions de dragons se côtoyaient, comme si tous ces phénomènes et manifestations partageaient une sorte d'identité que l'on pouvait mettre en lumière en enregistrant leurs récurrences. Ainsi doit-on garder à l'esprit avec Frédéric Thomas que la pensée analogique en Chine et au Vietnam a conduit à observer les phénomènes naturels avec des approches rationalistes et empiriques, moins éloignées que ce qui peut paraître au premier abord de celles de la révolution scientifique de la Renaissance européenne. Cette pensée a donné lieu à des observations empiriques des phénomènes climatiques et à des actions concrètes pour les gouverner, notamment au travers de travaux gigantesques de maîtrise de l'eau. Cette forme politique que certains ont pu appeler hydrocratie perdure jusqu'à aujourd'hui, que ce soit en Chine avec des projets comme le barrage des Trois-Gorges, ou au Vietnam avec les plans de transformation du delta du Mékong pour s'adapter au changement climatique et aux autres bouleversements environnementaux.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 158-159)

EXTRAIT 8

LA NATURALITÉ DE L'ÉTALON-OR...

Avec les étalons argent et or, le XIXe siècle a pu donner l'illusion scientifique d'une naturalité de l'ordre monétaire fondé sur les seuls rapports objectifs de prix d'une certaine quantité (poids et titre) de métal et au-delà d'un rapport de valeur, déterminé par les conditions relatives de l'approvisionnement en différents métaux précieux ou semi-précieux. Les Européens ont largement voulu imposer au reste du monde cette vision réifiée de la monnaie et des valeurs. Dans cette vision, la confiance serait alors celle que les acteurs économiques portent notamment aux cours relatifs de l'or et de l'argent. En fait, ceux-ci dépendent bien évidemment des conventions humaines d'ordre politique, qui instituent ces métaux comme monnaie. Dès les années 1870 se propagea une grave crise du capitalisme, une grande dépression qui dura jusqu'à la fin du siècle. Une réaction d'autoprotection des capitalismes nationaux fut de s'assurer de la meilleure exploitation financière possible des colonies, tout en protégeant les marchés domestiques. L'adoption britannique de l'étalon-or généra une pression accrue pour l'instauration de systèmes d'étalon-or un peu partout, afin de consolider la position de plus en plus contestée de la Grande-Bretagne dans le système financier international mondial. L'étalon-or sterling n'était pas automatique mais hautement géré. La Banque d'Angleterre gérât la valeur de la livre sterling et des sorties d'or en augmentant ou en diminuant le taux d'intérêt.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P 187)

EXTRAIT 9

À la nature tropicale sauvage des peuples autochtones répondait le projet civilisateur des monnaies coloniales. Les images les plus courantes sur les billets de banque dans l'espace colonial étaient celles dans lesquelles les portraits des monarques britanniques présidaient à des paysages étrangers exotiques, chaque paysage étant distinct de la région dans laquelle la monnaie était émise. Ces images soulignaient bien l'universalité de l'empire et la particularité de chaque colonie. Elles renforçaient les idéologies coloniales de conquête, souvent de manière subtile: On trouve également de plus en plus souvent des images plus détaillées d'habitants locaux engagés avec bonheur dans les activités économiques orientées vers l'exportation que les Britanniques tentaient d'encourager. Ainsi, sous couvert de projet civilisateur, des institutions monétaires coloniales nées de la transition hors de l'esclavage ont institutionnalisé une relation de dépendance entre les colonies et les puissances coloniales, garantissant un contrôle de leur dynamique de développement. L'introduction des systèmes monétaires coloniaux a en effet joué un rôle déterminant dans l'orientation des colonies vers les productions à destination des marchés internationaux. Ainsi, la Compagnie britannique des Indes orientales percevait les impôts en monnaie et non pas en riz ou en coton, ce qui forçait les paysans à se tourner vers des cultures d'exportation comme l'indigo, la canne à sucre, le coton ou encore le pavot servant à fabriquer l'opium à destination de la Chine.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - P. 194-195)

EXTRAIT 10

LES THÉORIES DES TRANSITIONS TECHNOLOGIQUES

La question de l'origine des vagues d'innovations traversant l'histoire du capitalisme traverse en même temps l'histoire de la pensée économique. Elle prend une importance nouvelle avec l'urgence de la transition écologique. La théorie économique de la croissance endogène développée notamment par Paul Romer a été adaptée par Philippe Aghion dans le cadre d'un modèle simple pour introduire l'idée d'un progrès technique dirigé vers des secteurs verts, que permettraient des subventions à des chercheurs ou innovateurs mus par le désir schumpétérien d'innover. Les conséquences en termes de politiques publiques qui en découlent sont néanmoins particulièrement faibles, tant la vision de l'économie qui émane du modèle est incorporelle, ignorant les phases successives des processus d'innovation, se refusant à l'analyse technologique qu'imposerait un discours davantage prescripteur, ou encore négligeant les processus de financement de ces différentes phases. Une seconde approche de l'innovation lie essentiellement l'origine de la croissance capitaliste à des formes plus efficaces d'utilisation de l'énergie. C'est l'approche retenue, à la suite des travaux d'Odum ou de Georgescu-Roegen, souvent par des ingénieurs ou des historiens des sciences, à partir de l'observation de ratios comme le taux de retour énergétique (*energy return on, investment* ou EROI en anglais) des secteurs économiques, voire des sociétés dans leur ensemble. Ces approches négligent cependant les normes sociales ou les structures Institutionnelles qui façonnent la direction que peut prendre la technique. La technique répond à des normes culturelles ou symboliques, à des contraintes liées à l'environnement, tout autant qu'à la pression de la demande ou à la structure de l'offre. C'est ce que l'on pourrait appeler un régime sociotechnique ou un paradigme technologique. Cette approche multi niveau permet de comprendre, suivant le régime sociotechnique en place, le passage ou non d'un marché de niche à un usage élargi, pouvant lui-même faire éventuellement naître une nouvelle trajectoire sociotechnique. Certaines tentatives de quantification et de simulations de ce type de processus technologique évolutionnaires ont été menées, notamment dans le cadre du modèle FTT (Future Technology Transformations). Ces théories rejoignent le groupe des théories sur les vagues d'innovations longues de Kondratiev, celles sur les ondes longues du développement capitaliste d'Ernest Mandel, d'inspiration plus marxiste

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - p. 204-205)

EXTRAIT 11

C'est pourquoi le catastrophisme éclairé, mettant au premier plan les biens communs de la planète, est la seule démarche qui puisse entraîner la viabilité d'un avenir commun. Dans les quatre chapitres de la troisième partie de l'ouvrage, nous avons cherché à progresser pas à pas dans les principes de régulation, puis dans les politiques que ces principes peuvent entreprendre pour un nouveau régime de croissance dont la planète entière pourrait bénéficier ; un New Deal global, gouverné par la coopération institutionnalisée. Mais la question fondamentale demeure. Un capitalisme plus responsable est-il toujours possible ? Nous avons appris dans ce livre que le capitalisme néolibéral doit entièrement disparaître, car il est intrinsèquement soumis à la tragédie des horizons. Plus fondamentalement, les régimes politiques appelés démocratiques sont rythmés par des cycles électoraux qui n'assurent pas la continuité d'une orientation politique pour conduire une écologie politique sur des horizons de trente à cinquante ans. À l'échelle mondiale, cela implique un dialogue des cultures qui peut seul faire apparaître des valeurs vraiment universelles. Or la géopolitique actuelle crée, au contraire, une menace renforcée de fragmentation, si ce n'est même de guerre de civilisations. La question demeure donc et ne peut avoir de réponse définitive aujourd'hui. Pour instaurer une écologie politique compatible avec les limites planétaires, la transformation des sociétés humaines aura peut-être été telle que le collectif sera devenu prépondérant vis-à-vis de l'hubris individuelle rendant caduque la logique du capitalisme. Nous clôturons ce livre en laissant cette interrogation existentielle aux générations futures.

(M. Aglietta- E. Espagne : « Pour une écologie politique au-delà du capitalocène » - Odile Jacob – 2024 - p. 381-382)